



Manifeste de Jeunes Féministes d'Europe

Juillet 2011

Marche Mondiale des Femmes



Ce texte est un document de travail créé lors du Campement Européen de Jeunes Féministes organisé en juillet 2011 par le groupe Jeunes de Paris de la Coordination française de la Marche Mondiale des femmes. Pendant les 7 jours qu'ont duré le campement, de nombreux ateliers se sont tenus autour de différents thèmes qui se sont cristallisés dans ce texte. Ce Manifeste a été écrit conjointement par les jeunes féministes présentes, vivant en France, Galice, Pays Basque, Belgique, Suisse, Portugal, Pologne, Arménie, Roumanie et Macédoine.

L'objectif de ce texte est d'analyser les situations vécues et de travailler à des réponses et des stratégies de luttes communes pour les affronter dans le futur.

Les femmes en Europe et à travers le monde font face aujourd'hui à des difficultés particulières provoquées par un système patriarcal et des cultures sexistes. Nous croyons que les nouveaux développements dans ce monde post-crise ont aggravé - et continuent d'aggraver - la situation des femmes, mettant en péril nos droits si durement obtenus.

Nous, jeunes féministes d'Europe, nous sommes rassemblées en Campement en juillet 2011 afin de débattre et discuter de la situation actuelle des femmes et des moyens pour l'améliorer. Le présent Manifeste ne se veut pas une liste exhaustive de tous les problèmes auxquelles les femmes d'aujourd'hui sont confrontées ni un ordre de priorité pour un agenda féministe, mais plutôt un guide et un point de départ pour un Agenda commun de jeunes féministes en Europe.

Les sujets que nous avons décidé d'aborder ici sont les suivants : Solidarité, Discriminations multiples, Économie, Environnement, Violences, Santé, Sexualités et Promotion du féminisme. Nous allons continuer à travailler ensemble pour bâtir un monde sans oppression ni domination patriarcale et pour maintenir et renforcer nos liens.

SOLIDARITÉ

Nous nous engageons à partager des informations et nos expériences dans nos luttes à travers un réseau européen féministe. Ensemble, nous soutenons les points suivants :

1. La solidarité se doit d'être un outil pour lutter ensemble contre les sociétés patriarcales et toutes formes d'oppression des femmes. La solidarité internationale renforce les militantes.
2. La solidarité doit prévenir toute forme de racisme, impérialisme et classisme dans nos luttes.
3. La solidarité doit s'appuyer sur les analyses et revendications des femmes dans les communautés de base, y compris leur identification avec un territoire, une culture et un contexte précis.
4. La solidarité avec les femmes dans des pays impliqués dans des conflits armés est un outil de résistance contre la militarisation, la guerre et le conflit.
5. Ici et maintenant, nous nous levons en solidarité avec toutes les jeunes féministes en Europe et nous nous efforcerons d'encourager la solidarité avec les femmes du monde entier.

Nous voulons aborder la situation des femmes qui font face à plusieurs formes de discrimination, qui les vulnérabilisent. Cela concerne en particulier les migrantes, les demandeuses d'asile, les exilées, les détenues, les femmes appartenant à une minorité culturelle (religieuse, ethnique, linguistique ou autre), les femmes victimes de trafic humain et les femmes exploitées sexuellement. Toutes ces femmes ont en commun le fait que, en plus de leur appartenance à un groupe discriminé, elles subissent une pression supplémentaire due à leur statut de femme. Les problèmes économiques, le racisme, le mépris et les législations actuelles sont autant de facteurs qui ne font qu'empirer leur situation.

Peu de mesures ont été mises en place en Europe pour protéger ces femmes des violences. Parfois ce sont les États eux-mêmes qui légitiment des mesures agressives à l'encontre de ces femmes, en promulguant des lois hypocrites qui les criminalisent. Elles vivent souvent dans l'isolement et sont rendues invisibles, ce qui renforce leur dépendance à des personnes et des institutions qui profitent de leur situation (manque de maîtrise de la langue officielle, situation économique et sociale difficile...). Les valeurs et actions politiques dominantes sont eurocentrées et basées sur une idéologie colonialiste qui tend à présenter les immigrés en Europe comme des parasites et les émigrés européens comme des bienfaiteurs pour le développement de pays considérés comme inférieurs.

Vu ce contexte, nous allons lutter pour :

1. Déconstruire les a priori et combattre le système patriarcal raciste et capitaliste qui renforce les différentes formes d'oppression.
2. Bâtir un réseau européen de solidarité qui luttera contre les réseaux interétatiques discriminatoires qui contrôlent la migration.
3. Étudier et prendre en compte l'hétérogénéité des groupes et les spécificités individuelles (p.e. les situations de choc culturel) et mettre fin à la perception des immigrés et des demandeurs d'asile en tant que groupes unis et homogènes.
4. Mettre fin à l'isolement, ouvrir des espaces de libre expression et visibiliser les réalités vécues par les femmes discriminées.
5. Renforcer la solidarité entre pays concernés par le trafic humain (pays destination et source).
6. Fournir un soutien pour les prostituées, en travaillant pour visibiliser leurs droits, et en aidant celles qui veulent en sortir.

ÉCONOMIE

Le système socioéconomique globalisé et oppressif d'aujourd'hui engendre des inégalités de genre, un accès inégal aux droits et des écarts de revenus entre hommes et femmes. Des femmes, des groupes et des pays différents sont confrontés à des défis spécifiques et nous croyons qu'une approche large à cette lutte globale est nécessaire. Il faudra remettre en question les notions de travail et de pauvreté afin de comprendre les difficultés auxquelles nous, en tant que femmes, faisons face. La pauvreté s'est féminisée et comporte de nombreuses dimensions qui mènent à l'exclusion et à une accumulation de privations. Les femmes pauvres ont un accès moindre aux services de la collectivité et à la culture, ainsi qu'une mobilité et une autonomie réduites. Certains groupes de femmes sont confrontés à des obstacles et à la discrimination au niveau du marché du travail et de l'obtention d'un salaire digne : les lesbiennes, bisexuelles, transsexuelles, queers, intersexes, les femmes Rom, migrantes, les femmes sans papiers, les femmes pauvres, âgées, jeunes, handicapées, les mères célibataires, les femmes appartenant à des minorités ethniques, les femmes victimes de violences, etc.

1. « Care » : Les vies des gens sont interdépendantes et les sociétés dépendent du travail domestique et affectif fournis par les femmes. Ce travail doit être reconnu, puisque tant de personnes en sont dépendantes : les enfants, les personnes âgées et handicapées, etc. A vrai dire, d'autres personnes, tels que les maris, pères et partenaires masculins, dépendent aussi des soins et de l'assistance des femmes. Bien que nous reconnaissons l'existence de cette interdépendance, elle ne doit pas empêcher l'autonomie des femmes, et le travail de soins doit être répartis de manière équilibrée entre femmes et hommes (par exemple, à travers des centres de soin financés par l'État, et par l'encouragement des hommes à s'occuper de personnes qui en ont besoin).
2. Marché du travail : Au sein du marché du travail, les femmes travaillent dans des secteurs mal rémunérés, à temps partiel ou dans des postes moins valorisés, mais également dans les marchés invisibles et informels. Les droits du travail des femmes doivent être appliqués et respectés, et il faudra encourager et soutenir les femmes dans la réclamation de leurs droits dans le travail visible ou invisible, formel ou informel. Il est également crucial que le travail invisible des femmes soit visibilisé. Les femmes sont confrontées à la discrimination et au harcèlement dans le marché du travail. Elles continuent à être moins bien payées que les hommes pour le même travail. Les femmes qui travaillent dans des secteurs traditionnellement dominés par les hommes et bien rémunérés devraient être soutenues, et les hommes encouragés à travailler dans des secteurs traditionnellement féminins.

ENVIRONNEMENT

3. Droits sociaux : La pauvreté et l'exclusion sociale sont étroitement liées à l'accumulation de privations au niveau des ressources, services et droits, touchant à l'éducation, la santé, les allocations de chômage, les pensions... Grâce aux luttes féministes, les femmes ont obtenu des droits sociaux qui sont de plus en plus menacés, sous le prétexte de résoudre la crise économique. Toutes les femmes doivent avoir accès aux ressources, services et droits. Tout cela doit être assuré pour que les femmes puissent échapper au cycle de la pauvreté, plutôt que de s'y enfoncer de plus en plus. Le développement de la coopération économique entre femmes comme modèle alternatif est un pas important dans ce sens.

Nos revendications sont vitales pour que les femmes puissent librement déterminer de leurs vies et bien les vivre.

Aujourd'hui nous faisons face à une crise internationale alimentaire, énergétique, climatique et environnementale créée par le système de production globalisé et capitaliste actuellement en place. Ce système privatise et marchandise notre terre, les biens communs et la biodiversité, avec la destruction et la surexploitation de notre environnement.

Les femmes sont souvent les premières à être touchées par cette situation. Nous savons que les femmes à la campagne sont souvent responsables de la production alimentaire, à l'opposé de la monoculture de grande échelle qui domine le modèle de production actuel. Dans de nombreux pays, les femmes sont les premières à souffrir des dégâts environnementaux puisque ce sont elles qui s'occupent de la cuisine, de l'économie du foyer et du travail domestique et elles ont moins d'accès à l'information, à la terre et aux services. Les femmes et nos peuples ne sont pas responsables et ne devraient pas payer ni souffrir des conséquences de cette crise. Nous rejetons les lois qui détruisent l'agriculture paysanne et notre environnement, comme la PAC européenne, et les fausses solutions qui continuent à donner la priorité à un modèle de développement démodé, au profit des grandes entreprises qui appauvrissent la vie des femmes et de nos peuples.

1. Nous voulons promouvoir la solidarité et les échanges d'informations entre nos peuples, afin de créer une Europe construite par et pour le peuple et lutter contre l'Europe des institutions et des grandes entreprises.

2. Nous voulons promouvoir l'agriculture indépendante, respectueuse de l'environnement, pour produire des aliments pour nos peuples et pour promouvoir la souveraineté alimentaire.
3. Nous voulons bâtir des modes de consommation alternatifs, basés sur la production locale, le respect de l'environnement, la biodiversité et les saisons, qui mettent la priorité sur les produits autochtones et qui visibilise la chaîne de production alimentaire et en informe le public.
4. Nous voulons la justice plutôt que l'impunité dont jouissent les États et les entreprises qui détruisent et exploitent notre environnement et l'agriculture locale.
5. Nous voulons un nouveau modèle énergétique, un qui sera soutenable, respectueux de l'environnement et accessible à la population.

SANTÉ

Dans le cadre de l'accès des femmes aux services et produits de santé, nous croyons que les points suivants sont essentiels :

1. Toute femme devrait avoir un accès libre à un service de santé publique de qualité ; nous nous opposons à la marchandisation croissante des services et produits de santé.
2. Les femmes doivent avoir la souveraineté absolue sur leur corps, qui devrait toujours être respectée. Nous devons avoir un libre choix concernant nos corps (en termes de maternité, avortement, contraception...). Nous nous devons de lutter pour le libre accès à l'avortement et pour maintenir ce droit dans les pays où il est menacé.
3. Le développement de programmes d'éducation sexuelle et sanitaire est fondamental.
4. Tous les systèmes de santé devrait s'assurer que les problèmes de santé propres aux femmes (tels que le cancer du sein) reçoivent la pleine attention, le soutien et les ressources nécessaires pour leur traitement, prévention et recherches.

VIOLENCES

Les femmes continuent à subir des formes de violence des plus variées, comme résultat direct du système patriarcal. Ce système de domination est structuré autour de trois axes d'oppression – sexe/genre, ethnicité/race/culture et classe sociale – et gravé dans tout domaine de la vie collective et individuelle, représentant en lui-même une forme de violence envers toutes les femmes. L'imposition des rôles et stéréotypes de genre est à la racine des violences structurelles, économiques, sexuelles, psychologiques, verbales et physique contre les femmes.

Les violences envers les femmes varient en degré : auto-violence liée à l'image du corps, représentation négative des femmes dans les médias, discrimination, harcèlement, crimes **punitifs** contre les lesbiennes, dépendance économique, mariages forcés, violences conjugales, mutilations génitales, viols et féminicides ; ce qui met les femmes dans une situation de peur constante et touche la société dans son intégralité. Cette situation est sérieusement aggravée pour les femmes vivant des situations de conflits armés.

Nous, jeunes féministes d'Europe, proposons les points d'action suivants pour mettre un terme aux violences contre les femmes :

1. Sensibilisation et éducation
 - Sensibilisation du grand public et des personnes impliquées dans le processus juridique (policiers, juges, etc.)
 - Programmes éducatifs sur l'hétérosexisme, la masculinité et l'auto-défense féministe comme moyen de prévention
2. Prévention et soutien total des victimes
 - Espaces ouverts pour l'interaction et le dialogue
 - Espaces non-mixtes pour le soutien et l'auto-expression des femmes – sans crainte de discrimination
 - Conseils et assistance pour les victimes
 - Refuges (selon besoin) et logements sociaux
 - Subventions économiques et sociales pour les femmes dépendantes économiquement souffrant de violences
 - Sensibilisation de femmes par rapport à leurs droits (éducation par les paires, éducation formelle et informelle...)
3. Lobbying institutionnel
 - Campagnes pour l'établissement de lois traitant de tous les problèmes spécifiques aux femmes et liés à la violence (tels que les ordonnances restrictives contre les agresseurs) et pour la bonne application de la loi
 - Législation qui criminalise le viol domestique et le féminicide.

SEXUALITÉ, LGBTQI et ÉDUCATION SEXUELLE

Concernant les problématiques en lien avec la sexualité féminine, les questions LGBTQI et l'éducation sexuelle, nous proposons les points suivants comme lignes directrices pour notre travail futur :

1. Perspectives féministes par rapport à la sexualité, pour rompre avec le système patriarcal et hétérosexiste qui crée des inégalités basées sur le sexe et le genre
2. Réappropriation de nos corps en tant que femmes afin de maîtriser notre sexualité
3. Liberté de choix de son identité sexuelle (lesbienne, transsexuelle, queer, intersexe...)
4. Promotion du droit des femmes concernant leurs plaisirs et leurs choix dans toutes leurs expériences sexuelles : les femmes doivent toujours avoir le choix de quand, comment et avec qui elles ont des relations sexuelles
5. Lutte contre la lesbo-, homo- et transphobie
6. Émancipation des femmes par rapport aux institutions religieuses en tant qu'opresseurs patriarcaux de notre sexualité
7. Lutte pour des droits égaux pour toutes et pour tous, quelle que soit leur orientation ou leur identité sexuelle
8. Éducation sexuelle (à l'école, à travers l'éducation populaire, les médias, etc.)
9. Rupture avec l'image médiatisée de la femme hypersexuée vue comme instrument de plaisir des hommes hétérosexuels.
10. Création de réseaux de partages d'expériences et de bonnes pratiques concernant la sexualité féministe (actions, projets, programmes, vidéos...)

PROMOTION du FÉMINISME

Nous trouvons que les points suivants sont importants pour la promotion du féminisme :

1. La construction d'un monde sans stéréotypes sur le féminisme ou le genre et, en particulier, qui présente le féminisme d'un point de vue positif (mettre fin à l'anti-féminisme)
2. La promotion du féminisme comme vision de la société entière, pour son incorporation dans différents domaines : l'éducation, l'environnement, le droit...
3. La promotion et la facilitation de la citoyenneté active et du militantisme féministe
4. La promotion et la facilitation de l'accès aux contributions féminines, particulièrement dans les domaines créatifs, artistiques et scientifiques
5. La création d'espaces de partage d'expériences pour les femmes, en gardant en tête des pratiques féministes telles que le non-jugement, la solidarité et le bien-être accru des femmes
6. La promotion d'une forme de féminisme inclusive et ouverte à toute culture, classe et génération
7. L'encouragement d'une réappropriation féministe de la culture en éliminant ses dimensions sexistes omniprésentes

Les objectifs ci-dessus peuvent être classés en trois dimensions différentes : les médias, la culture et l'éducation ; dans lesquelles des actions peuvent être proposées. Évidemment, ce n'est pas une liste exhaustive mais de simples axes de travail. Nous croyons que la promotion du féminisme doit faire partie d'un effort permanent dans tout aspect de notre vie collective et individuelle

www.mmf-france.fr
www.marchemondialesdesfemmes.org
mmfjeunes@gmail.com